

SOMMAIRE

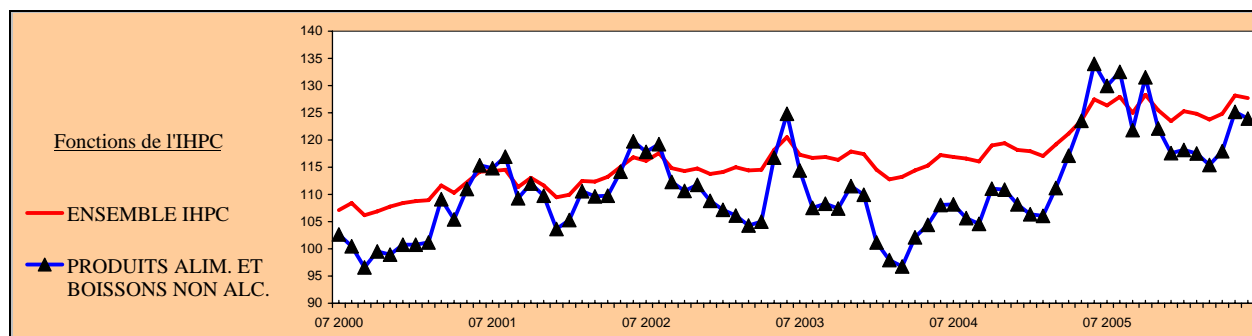
Secteur réel	3
Secteur finances publiques	8
Secteur monétaire	13
Secteur extérieur	15
Définitions et abréviations	20
Crédit des contributions	21

Secteur réel

Le deuxième trimestre de l'année 2006 est marqué par une hausse de l'indice des prix à la consommation par rapport au trimestre précédent, et au 2ème trimestre 2005 ; une tendance à la hausse des mercuriales de toutes les espèces animales et une légère baisse des prix des produits agricoles avec un niveau d'approvisionnement des marchés satisfaisant.

INDICE HARMONISE DES PRIX A LA CONSOMMATION (IHPC)

IHPC Trimestriel Base 100 = 1996	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2005	2005	2005	2006	2006	trimestriel	annuel
ENSEMBLE IHPC	124,1	126,4	125,8	124,6	126,9	1,8%	2,3%
PRODUITS ALIM. ET BOISSONS NON ALC.	124,9	128,1	123,8	117,0	122,4	4,6%	-2,0%
BOISSONS ALCOOLISEES TABACS ET STUPEFIANTS	128,6	129,3	126,7	125,8	129,7	3,1%	0,9%
ART. D'HABILLEMENT ET ARTICLES CHAUSANTS	117,8	117,8	117,8	120,3	120,6	0,2%	2,4%
LOGMT, EAU, ELECT. GAZ, AUTRES COMB.	115,2	115,2	117,1	120,0	118,4	-1,3%	2,7%
AMEUBL., EQUIP. MENAGER, ENTRET. MAISON	107,6	107,6	107,3	107,8	108,2	0,4%	0,5%
SANTE	105,9	105,9	107,6	108,8	108,8	0,0%	2,7%
TRANSPORTS	136,1	144,1	146,6	146,5	150,9	3,0%	10,9%
COMMUNICAT.	159,8	159,8	159,8	159,8	159,8	0,0%	0,0%
LOISIRS, SPECTACLES ET CULTURE	107,4	107,4	107,3	107,4	107,5	0,1%	0,1%
ENSEIGNEMENT	130,8	130,8	136,2	136,7	136,7	0,0%	4,5%
HOTELS, CAFES, RESTAURANTS	140,0	140,4	140,5	145,8	144,7	-0,7%	3,4%
AUTRES BIENS ET SERVICES	115,9	115,9	115,9	115,8	115,8	0,0%	-0,1%



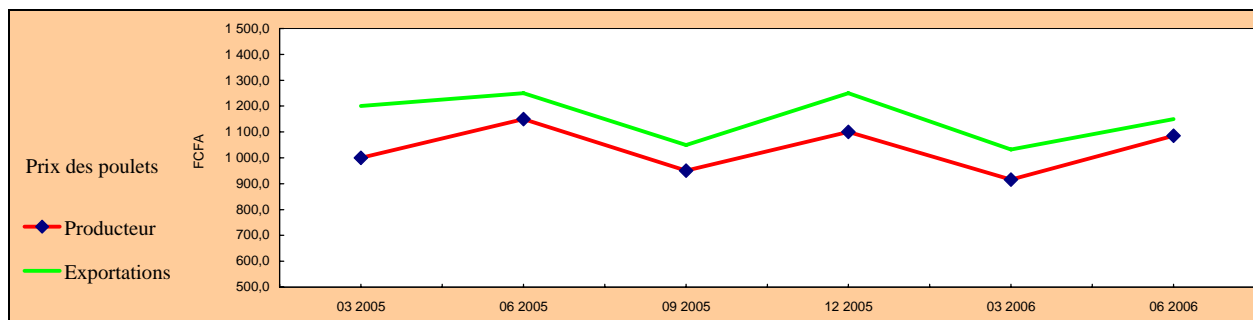
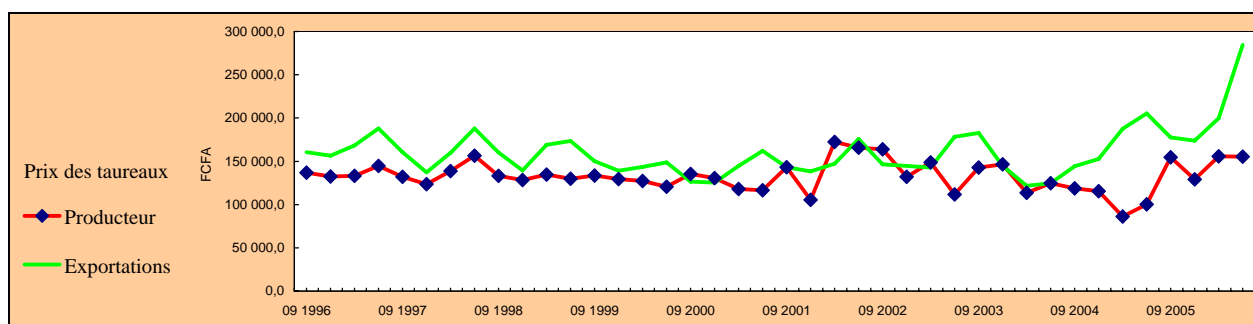
Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC)

Au deuxième trimestre 2006, l'indice des prix à la consommation a enregistré une hausse tant par rapport au trimestre précédent (1,8%) que par rapport au deuxième trimestre de 2005 (2,3%). En glissement trimestriel, la hausse provient essentiellement des produits alimentaires (4,6% de hausse), des boissons alcoolisées et tabacs (3,1%) et des services des transports (3%). La hausse enregistrée en glissement annuel, malgré la baisse des prix des produits alimentaires de 2%, est tributaire en grande partie de la forte augmentation des prix des services des transports (10,9%), suite à la forte poussée des prix des hydrocarbures.

Sources : I.N.S.D.

PRIX DES PRODUITS DE L'ELEVAGE

Prix sur les marchés de référence En FCFA/Kg	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2005	2005	2005	2006	2006	trimestriel	annuel
Prix au producteur du taureau	100 212,0	154 635,0	129 146,0	155 611,0	155 458,0	-0,1%	55,1%
Prix à l'exportation du taureau	205 189,0	177 672,0	173 917,0	199 596,0	284 333,0	42,5%	38,6%
Prix au producteur du bélier	23 869,0	21 979,0	24 866,0	25 055,0	23 229,0	-7,3%	-2,7%
Prix à l'exportation du bélier	37 169,0	41 120,0	44 694,0	50 250,0	48 676,0	-3,1%	31,0%
Prix au producteur du bouc	13 969,0	12 000,0	12 625,0	16 659,0	19 641,0	17,9%	40,6%
Prix à l'exportation du bouc	25 695,0	24 146,0	24 708,0	26 350,0	28 951,0	9,9%	12,7%
Prix au producteur du poulet	1 150,0	950,0	1 100,0	916,0	1 085,0	18,4%	-5,7%
Prix à l'exportation du poulet	1 250,0	1 050,0	1 250,0	1 032,0	1 150,0	11,4%	-8,0%
Prix au producteur de la pintade	1 065,0	865,0	750,0	1 083,0	1 218,0	12,5%	14,4%
Prix à l'exportation de la pintade	1 100,0	1 135,0	1 165,0	1 198,0	1 330,0	11,0%	20,9%



PRIX DES PRODUITS DE L'ELEVAGE

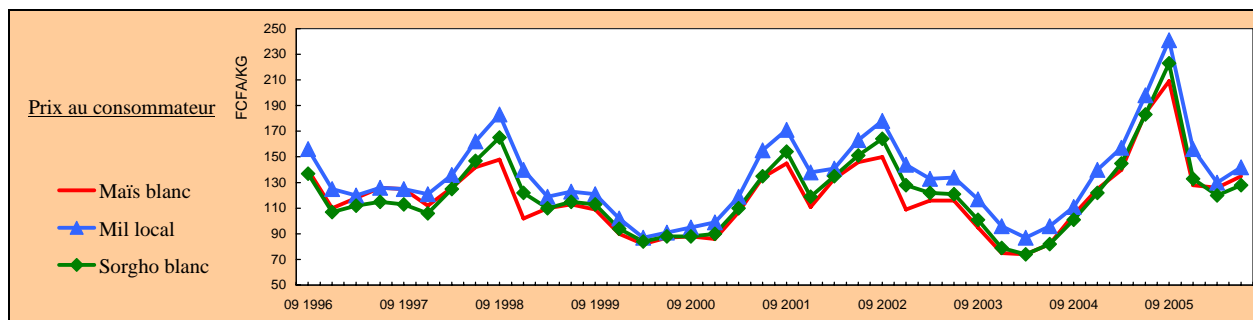
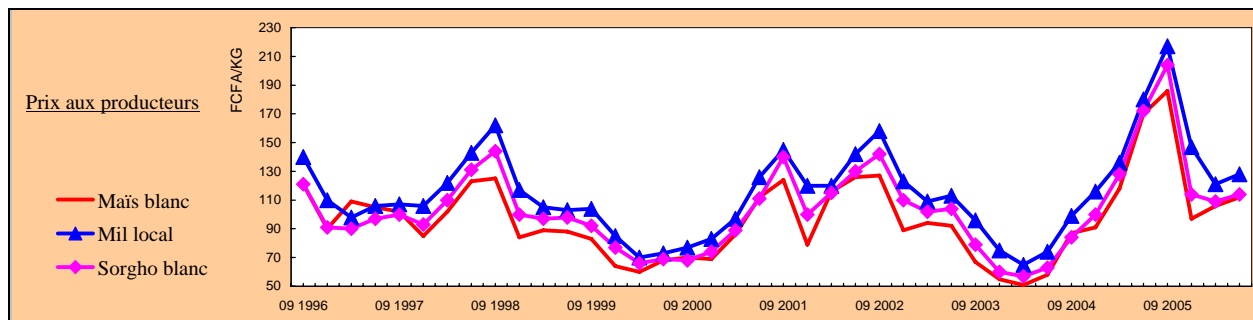
D'une manière générale, on note une tendance à la hausse des mercuriales de toutes les espèces, aussi bien au niveau des producteurs qu'à l'exportation.

Les prix des poulets ont connu cependant un léger flétrissement au cours du premier trimestre de l'année 2006 ; on se rappelle que la grippe aviaire était à l'ordre du jour et entraînait une mévente des volailles et particulièrement des poulets ; dès la fin du deuxième trimestre le commerce des poulets s'est normalisé sur le marché national, la demande restant toutefois timide sur le marché international, avec un prix moyen toujours inférieur au niveau de décembre 2005.

Sources : Ministère des Ressources Animales (MRA)

PRIX DES PRODUITS AGRICOLES

Prix sur les marchés de référence (En FCFA / Kg)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2005	2005	2005	2006	2006	trimestriel	annuel
Prix au producteur du maïs blanc	170,0	186,0	97,0	106,0	112,0	5,7%	-34,1%
Prix au consommateur de maïs blanc	184,0	209,0	128,0	126,0	135,0	7,1%	-26,6%
Prix au producteur du mil local	180,0	217,0	147,0	121,0	128,0	5,8%	-28,9%
Prix au consommateur du mil local	198,0	241,0	156,0	130,0	142,0	9,2%	-28,3%
Prix au producteur du sorgho blanc	172,0	204,0	114,0	109,0	114,0	4,6%	-33,7%
Prix au consommateur du sorgho blanc	183,0	223,0	133,0	120,0	128,0	6,7%	-30,1%



Pour la période sous revue, les marchés céréaliers indiquent une légère baisse des prix des produits agricoles avec un niveau d'approvisionnement satisfaisant des marchés : les prix au producteur du dernier mois du 2ème trimestre par rapport au dernier mois du trimestre précédent, connaissent une baisse de l'ordre de 3% pour le mil local et de 5% pour le maïs blanc et le sorgho blanc.

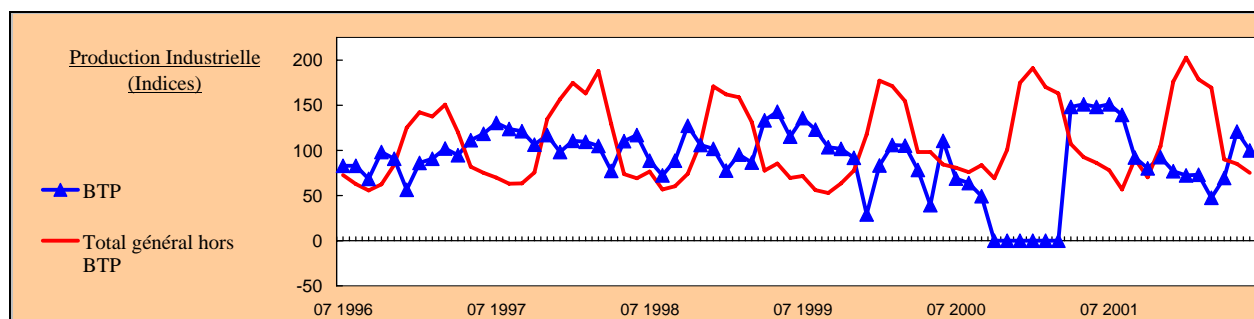
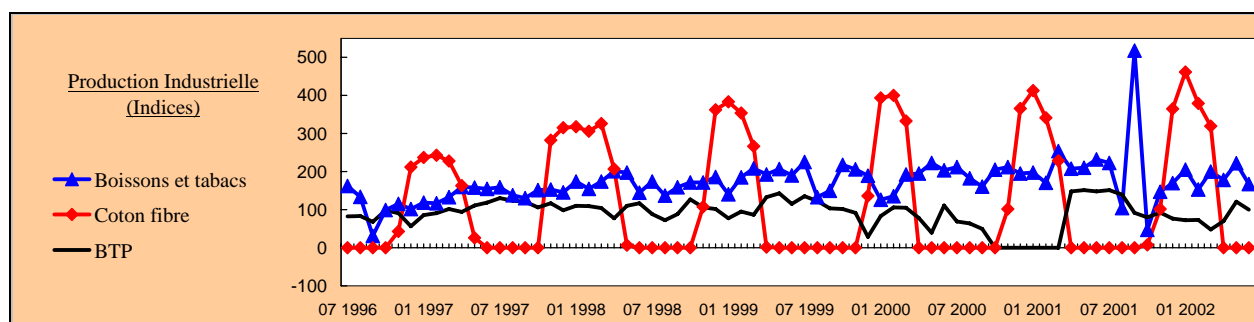
Toujours en comparant les derniers mois des deux trimestres consécutifs, les marchés de détail indiquent une baisse de prix de l'ordre de 7% pour le sorgho blanc et de 4% pour le maïs blanc et le mil local.

Comparativement à la même période de l'année 2005, on note une baisse des prix de l'ordre de 30% en moyenne sur les marchés céréaliers.

Sources : SO.NA.GE.S.S. (SIM)

INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (IPI)

IPI Trimestriel Base 100 en 1990, Données brutes.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2001	2001	2001	2002	2002	trimestriel	annuel
COTON FIBRE (SOFITEX)	0,0	0,0	158,3	386,8			
PRODUITS ALIMENT., BOISSONS ET TABACS	93,0	87,6	126,0	163,5	74,6	-54,4%	-19,8%
INDUSTRIES DES TEXTILES (y compris coton)	0,0	0,0	129,5	316,4			
INDUSTRIES EXTRACTIVES	0,0	0,0	0,0				
INDUSTRIES MANUFACT. (Hors Coton)	121,2	95,7	114,8	150,1	106,1	-29,3%	-12,5%
BOISSONS ET TABAC	216,9	281,8	121,4	186,1	189,4	1,7%	-12,7%
AUTRES INDUSTRIES MANUFACT.	110,0	73,9	114,0	145,9	96,6	-33,8%	-12,2%
BOULANGERIES, MEUNERIES	28,4	19,1	27,9	34,7	19,8	-42,8%	-30,2%
AUTRES INDUST. ALIMENTAIRES	56,9	17,4	168,7	205,3	38,9	-81,1%	-31,7%
INDUST. TEXTILES (Hors SOFITEX)	0,0	0,0	0,0				
INDUSTRIES CHIMIQUES	103,7	68,4	41,6	83,4	80,1	-3,9%	-22,7%
OUVRAGES EN BOIS ET METAUX	92,8	61,1	61,2	94,0	81,8	-12,9%	-11,8%
ELECTRICITE, GAZ ET EAU	225,1	173,4	185,1	219,7	218,3	-0,7%	-3,1%
TOTAL GENERAL HORS BTP	95,1	75,1	117,0	183,5	83,4	-54,6%	-12,3%
BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS	149,0	127,5	83,1	64,2	96,8	50,7%	-35,0%



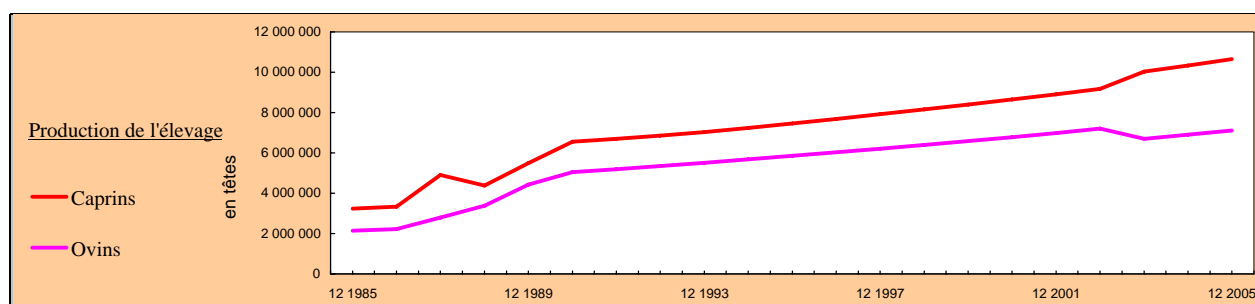
Sources : I.N.S.D

Suite à certaines difficultés, l'Indice de la production industrielle a connu une suspension depuis le second trimestre 2002. En conséquence, les données qui figurent dans ce numéro ne concernent que la période avant la suspension.

Toutefois, nous espérons une reprise prochaine de la série des indicateurs de la production industrielle, raison pour laquelle cette rubrique a été maintenue.

PRODUCTION DU SECTEUR DE L'ELEVAGE

Production (en têtes et en milliers de têtes)	déc 2001	déc 2002	déc 2003	déc 2004	déc 2005	Croissance moyenne	
						2001-2005	2004-2005
Production de bovins (en têtes)	4 894 185	4 992 030	7 311 544	7 458 000	7 607 000	11,7%	2,0%
Production d'ovins (en têtes)	6 985 913	7 199 377	6 702 640	6 904 000	7 110 000	0,4%	3,0%
Production de caprins (en têtes)	8 906 709	9 173 894	10 035 687	10 337 000	10 647 000	4,6%	3,0%
Production de volailles (poules + pintades) (en milliers de têtes)	23 093	23 786	30 501	31 416	32 358	8,8%	3,0%

**PRODUCTIONS DE L'ELEVAGE**

L'évolution des effectifs du cheptel national a connu une croissance soutenue de 1985 à 2005 ; les taux de croît qui s'en dégagent sont respectivement de 2% pour les bovins et 3% pour les ovins, les caprins et la volaille. On note cependant des variations importantes en 2003 pour la volaille consécutive à la mise à jour des effectifs par l'ENEC II ; ce qui signifierait que le taux de croît utilisé pour actualiser les effectifs aviaires (avant l'ENEC II) était pour le moins sous-estimé ; une autre hypothèse serait que la mévente des volailles burkinabè suite au déclenchement de la crise ivoirienne aurait entraîné une faible exploitation de la volaille dont les effectifs auraient connu une croissance exponentielle entre 2002 et 2003.

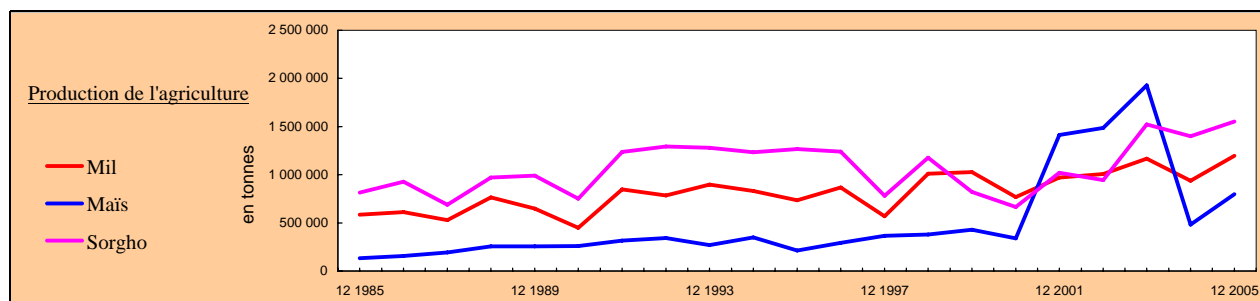
Cette deuxième hypothèse expliquerait du même fait l'accroissement significatif des effectifs bovins en 2003 ; à partir de cette période les petits ruminants et particulièrement les ovins ont suppléé les difficultés d'exportation des bovins comme en témoignent du reste les statistiques d'exportation de ces espèces au cours des dix dernières années.

Depuis 2003 le Burkina compte plus de bovins que d'ovins du fait d'une exportation accrue de cette espèce au détriment des bovins difficilement exportables depuis le déclenchement de la crise ivoirienne.

Sources : Série de rapports statistiques annuels du Ministère des Ressources Animale (MRA)

PRODUCTION DU SECTEUR DE L'AGRICULTURE

Production de l'agriculture	déc 2001	déc 2002	déc 2003	déc 2004	déc 2005	Croissance moyenne	
						2001-2005	2004-2005
Production brute total de céréales	3 512 638	3 520 766	4 722 261	3 683 952	4 120 382	4,1%	11,8%
dont : Production brute de mil (en tonnes)	969 365	1 008 051	1 165 506	937 630	1 196 253	5,4%	27,6%
dont : Production brute de sorgho (en tonnes)	1 021 330	944 605	1 522 477	1 399 302	1 552 911	11,0%	11,0%
dont : Production brute de maïs (en tonnes)	1 413 776	1 485 110	1 927 983	481 474	799 052	-13,3%	66,0%



Dans l'ensemble, les performances réalisées au niveau de toutes les spéculations céréalières sont bonnes. Vu sous l'angle des provinces, les résultats de production sont globalement à la hausse sauf pour neuf (9) provinces situées dans les régions de l'Est, du Sud Ouest, du Centre Est, du Centre Ouest et du Centre Sud.

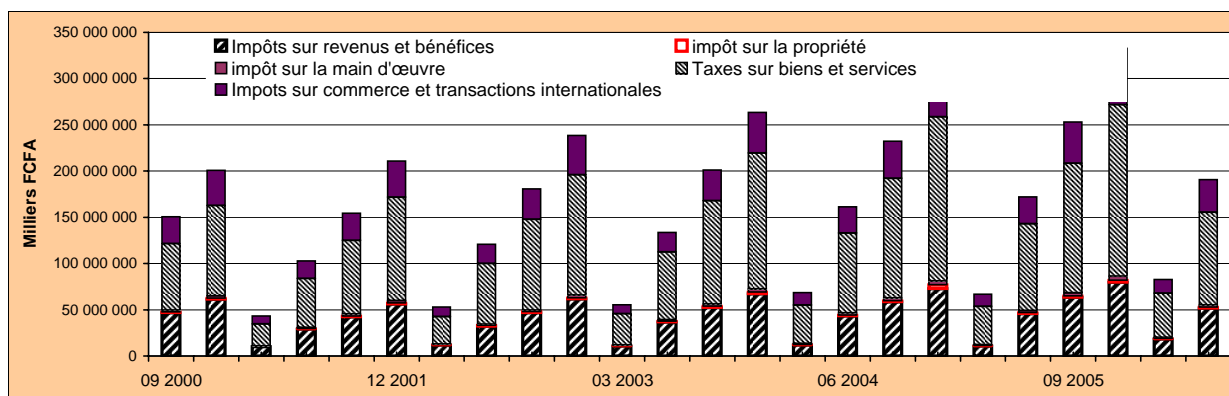
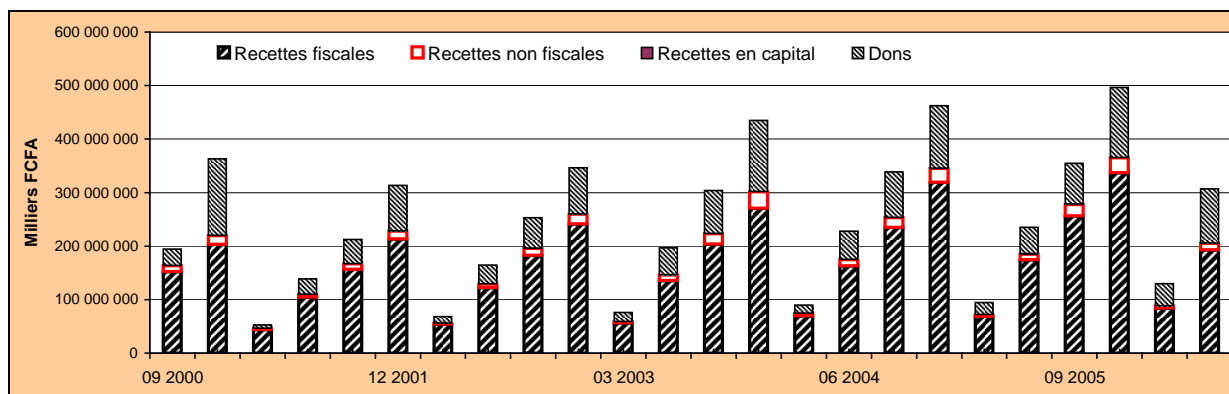
Le bilan céréalier définitif de la campagne agricole 2005/2006 est excédentaire avec 704 527 tonnes. Cet excédent équivaut à près de 28,7% des besoins de consommation des populations. Les disponibilités cérésières totales s'élèvent à 3 353 023 tonnes, se décomposant en 3 074 048 tonnes de production disponible, 37 083 tonnes de stocks initiaux et 241 892 tonnes de prévision d'importation et d'aide

Finances publiques

Au cours de la période 2000 à 2006 (fin juin 2006), les finances publiques ont enregistré des résultats appréciables en dépit des aléas climatiques, de la crise ivoirienne et des niveaux record des prix des hydrocarbures. En effet, on constate une amélioration du recouvrement des recettes et une meilleure maîtrise des dépenses grâce à la mise en œuvre des réformes de gestion budgétaire.

RECETTES TOTALES ET DONS

RECETTES CUMULEES (En milliers FCFA)	Prévision budgétaire (année courante)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
		2005	2005	2005	2006	2006	trimestriel	annuel
		Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Est.		
Recettes totales et dons		234 841 662	354 654 218	496 718 801	129 569 263	307 022 294	137,0%	30,7%
Recettes totales		185 338 423	278 172 696	365 178 076	87 904 184	205 195 407	133,4%	10,7%
Recettes courantes		184 973 932	277 782 959	364 780 400	87 859 752	205 107 030	133,4%	10,9%
Recettes fiscales		174 014 934	255 984 250	336 755 855	83 676 390	192 637 335	130,2%	10,7%
Impôts sur revenus et bénéfices		45 723 916	63 301 111	79 692 212	18 323 389	51 689 857	182,1%	13,0%
impôt sur la main d'œuvre		2 208 427	3 364 672	4 390 907	1 313 274	2 379 576	81,2%	7,7%
Taxes sur biens et services		93 955 170	140 120 811	185 811 088	47 924 953	100 474 702	109,7%	6,9%
Taxe sur le commerce et les transactions internationales		29 012 623	44 573 955	60 749 176	14 832 047	35 182 148	137,2%	21,3%
Autres recettes fiscales		2 034 455	3 078 654	4 086 178	869 949	1 907 722	119,3%	-6,2%
Recettes non fiscales		10 958 997	21 798 709	28 024 545	4 183 362	12 469 695	198,1%	13,8%
Recettes en capital		364 491	389 736	397 676	44 432	88 377	98,9%	-75,8%
Dons		49 503 239	76 481 522	131 540 725	41 665 079	101 826 887	144,4%	105,7%
Projets		35 645 239	49 135 522	73 771 725	21 931 079	60 130 887	174,2%	68,7%
Programme		13 858 000	27 346 000	57 769 000	19 734 000	41 696 000	111,3%	200,9%

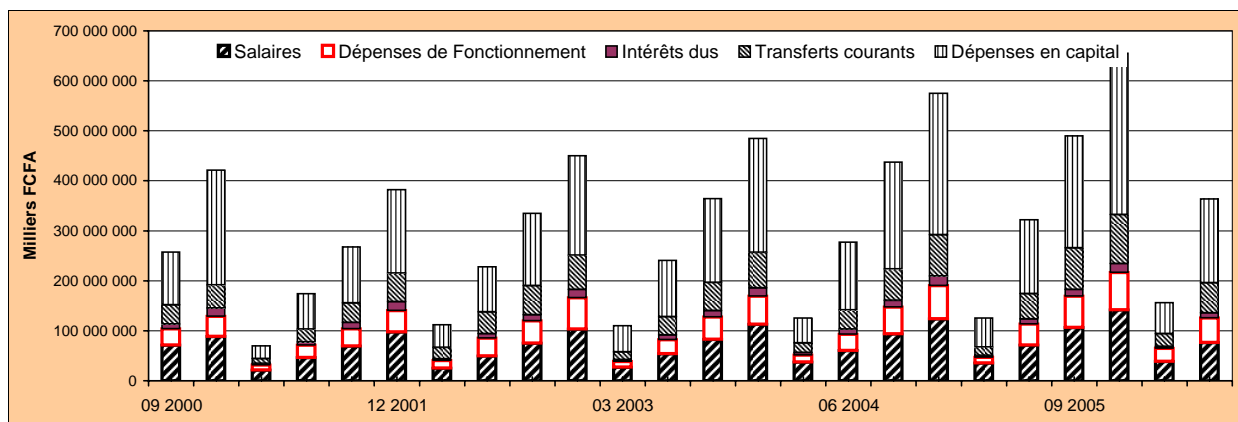
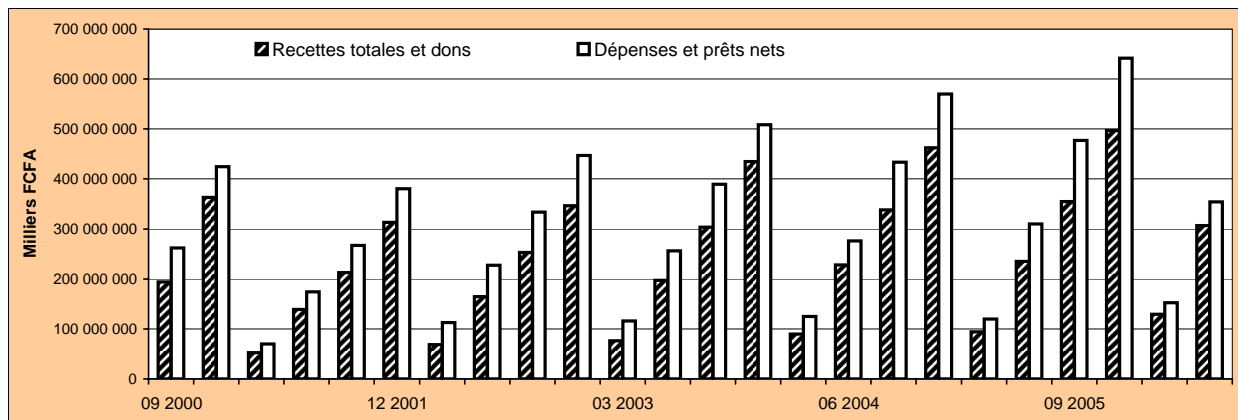


De 2000 à 2005, les recettes propres de l'Etat ont connu une progression de 66,5% soit un accroissement de 145,8 milliards de FCFA. Le taux de pression fiscale se situe à une moyenne annuelle de 11%.

A fin juin 2006, les recettes propres ont atteint 205,19 milliards de FCFA. Ce niveau correspond à un taux d'exécution de 46,24% des prévisions budgétaires et est en hausse de 10,71% par rapport à celui atteint à la même période en 2005.

Sources : Ministère des Finances et du Budget

DEPENSES ET PRETS NETS									
DEPENSES CUMULEES (En milliers FCFA)	Prédvision budgétaire (année courante)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement		
		2005	2005	2005	2006	2006	trimestriel	annuel	
		Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Est.			
Dépenses et prêts nets		310 024 458	476 988 354	642 012 178	152 267 618	354 250 631		132,7%	14,3%
Dépenses		322 148 052	489 842 275	655 181 191	156 174 754	364 076 197		133,1%	13,0%
Dépenses courantes		174 222 543	265 969 927	332 163 712	94 357 412	195 974 344		107,7%	12,5%
Salaires		71 002 328	106 424 362	141 286 490	38 607 493	76 435 753		98,0%	7,7%
Dépenses de Fonctionnement		42 189 208	62 567 102	75 105 575	26 062 382	49 120 829		88,5%	16,4%
Intérêts dus		10 464 960	13 446 101	18 169 722	3 718 344	10 114 364		172,0%	-3,4%
Transferts courants		50 566 046	83 532 362	97 601 925	25 969 192	60 303 397		132,2%	19,3%
Dépenses en capital		147 925 508	223 872 349	323 017 479	61 817 342	168 101 853		171,9%	13,6%
financées sur ressources propres		67 617 908	107 064 205	146 190 057	20 347 530	67 862 438		233,5%	0,4%
Prêts nets		-12 123 594	-12 853 922	-13 169 013	-3 907 135	-9 825 567		151,5%	-19,0%



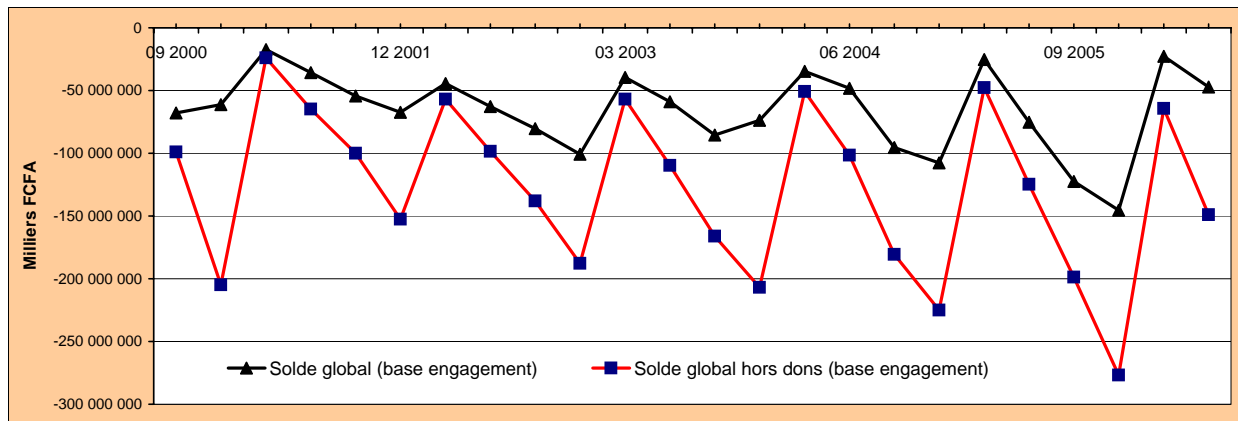
Les dépenses ont aussi connu une forte évolution liée à la mise en œuvre de la politique nationale de lutte contre la pauvreté. Les dépenses et prêts nets sont passés de 424,3 milliards de FCFA en 2000 à 642,0 milliards de FCFA en 2005 soit une hausse de 217,7 milliards de FCFA.

Les dépenses et prêts nets ont progressé à un rythme modéré passant de 310,02 milliards de FCFA à juin 2005 à 354,25 milliards de FCFA à juin 2006, soit une augmentation de 44,23 milliards de FCFA. Le niveau des dépenses et prêts nets à juin 2006 représente un taux d'exécution de 42,37% des prévisions de la loi de finances. Ces résultats confortent les réformes entreprises dans le secteur des finances publiques.

Sources : Ministère des Finances et du Budget

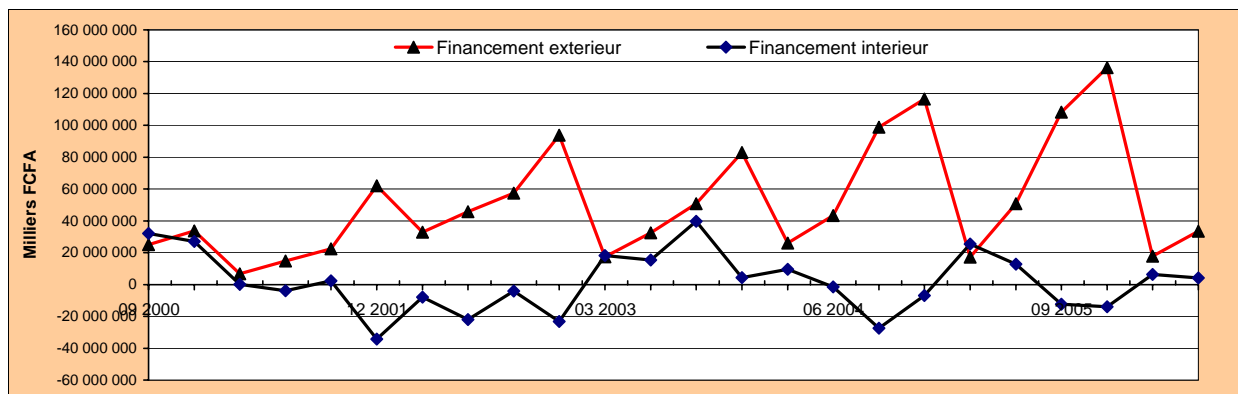
SOLDES ET FINANCEMENT

SOLDE GLOBAL (Cumulés, milliers FCFA)	Prévision budgétaire (année courante)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement		
		2005		2006				trimestriel	annuel
		Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Est.			
Solde global (base engagement)		-75 182 795	-122 334 135	-145 293 377	-22 698 355	-47 228 336	108,1%	-37,2%	
Solde global hors dons (base engagement)		-124 686 035	-198 815 658	-276 834 102	-64 363 434	-149 055 224	131,6%	19,5%	
Solde primaire		-114 221 074	-185 369 557	-258 664 380	-60 645 090	-138 940 859	129,1%	21,6%	
Solde de base		-46 178 280	-84 307 359	-102 258 562	-22 893 623	-49 666 184	116,9%	7,6%	
Solde global (base caisse)		-63 598 110	-96 054 154	-122 169 802	-22 556 159	-37 002 103	64,0%	-41,8%	
Solde global hors dons (base caisse)		-113 101 350	-172 535 676	-253 710 527	-64 221 238	-138 828 991	116,2%	22,7%	



L'épargne budgétaire est restée positive sur la période et a atteint un niveau relativement satisfaisant de 53,0 milliards de FCFA en 2004. Le solde budgétaire de base a été négatif sur la période et a évolué en dents de scie à cause des chocs exogènes. Le solde global base caisse a également été négatif sur la période dû en partie aux phénomènes conjoncturels. Pour faire face aux déficits, l'Etat a eu recours au financement qui se compose de financements extérieur et intérieur. Ces déficits ont été essentiellement résorbés par le financement extérieur à travers les décaissements de prêts projets, de prêts à l'ajustement (hors FMI) et de l'annulation de la dette dans le cadre de l'initiative PPTe. Au niveau du financement intérieur, l'Etat a procédé souvent à l'émission de bons du trésor. Toutefois le financement intérieur a été dans la limite des repères conclus avec le FMI dans le cadre du programme de la facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance (FRCP).

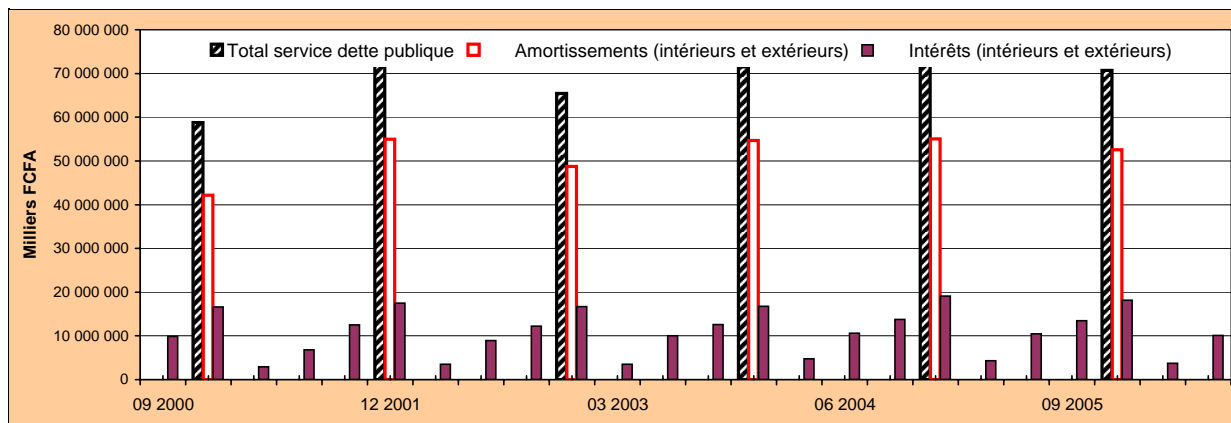
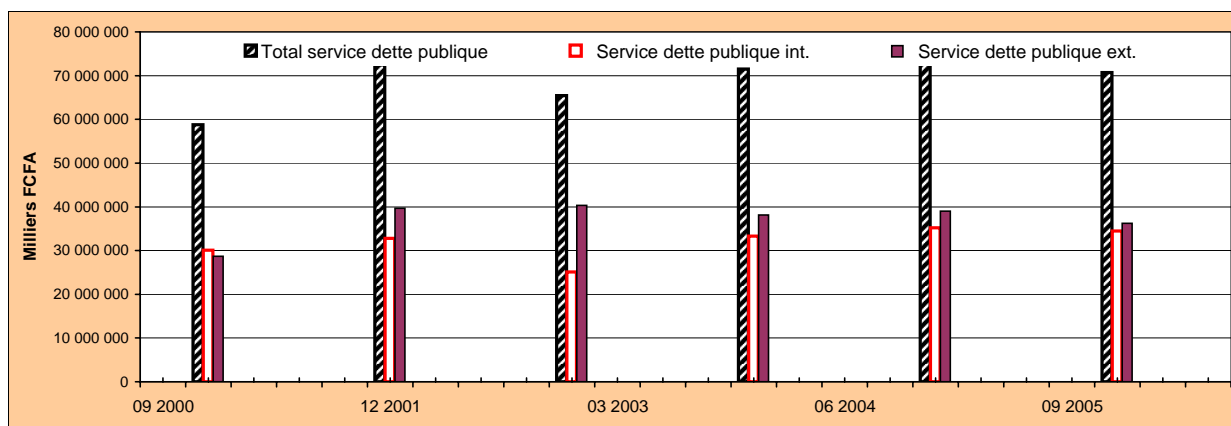
FINANCEMENT (Cumulés, milliers FCFA)	Prévision budgétaire (année courante)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement		
		2005		2006				trimestriel	annuel
		Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Est.			
Financement		63 598 110	96 054 154	122 169 802	24 200 861	37 663 550	55,6%	-40,8%	
Financement extérieur		50 769 856	108 313 855	136 205 688	17 819 866	33 484 193	87,9%	-34,0%	
Décaissements extérieurs		62 582 324	125 302 922	160 608 050	23 053 679	47 430 960	105,7%	-24,2%	
Initiative PPTe (Allègements)		11 958 809	16 954 146	24 018 235	3 514 946	8 172 808	132,5%	-31,7%	
Amortissement de la dette extérieure		-11 847 135	-17 023 734	-24 511 119	-5 233 813	-13 946 767	166,5%	17,7%	
Ajustement taux de change		34 668	34 668	108 757	0	0		-100,0%	
Financement intérieur		12 828 254	-12 259 701	-14 035 886	6 380 995	4 179 357	-34,5%	-67,4%	
Financement bancaire		21 168 120	1 496 006	10 765 907	17 694 108	3 534 375	-80,0%	-83,3%	
Secteur non bancaire		-8 339 866	-13 755 707	-24 801 793	-11 313 113	644 982	-105,7%	-107,7%	
Gap de financement		0	0	0	-1 644 703	-661 447	-59,8%		



Sources : Ministère des Finances et du Budget

SERVICE DETTE PUBLIQUE

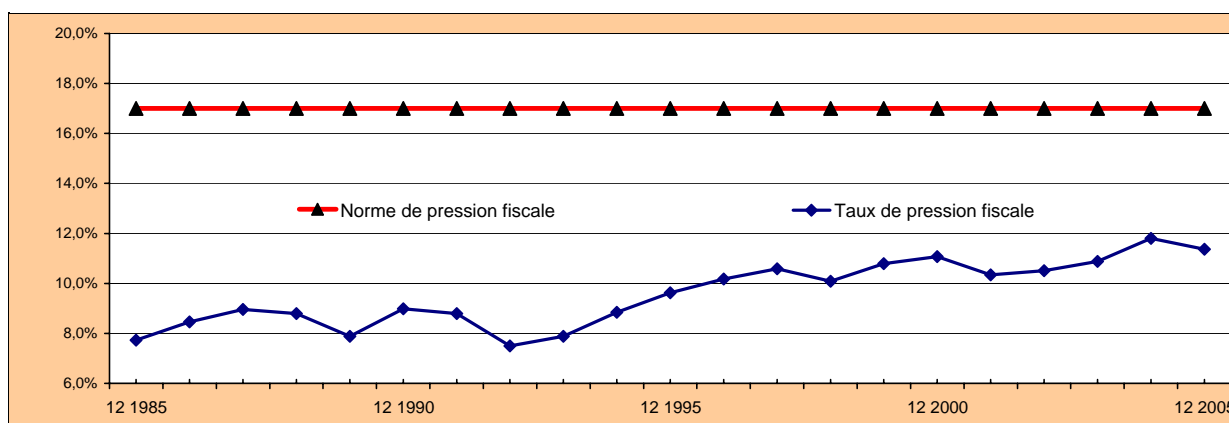
SERVICE CUMULE (En milliers FCFA)	Prévision budgétaire (année courante)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
		2005	2005	2005	2006	2006	trimestriel	annuel
		Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Est.		
Total service dette publique				70 700 726				
Amortissements (intérieurs et extérieurs)				52 531 004				
Intérêts (intérieurs et extérieurs)	10 464 960	13 446 101		18 169 722	3 718 344	10 114 364	172,0%	-3,4%
Service dette publique int.				34 467 174				
Amortissements				28 019 885				
Intérêts	4 773 446	5 538 382		6 447 289	1 691 639	3 206 971	89,6%	-32,8%
Service dette publique ext.				36 233 552				
Amortissements				24 511 119				
Intérêts	5 691 515	7 907 719		11 722 433	2 026 705	6 907 393	240,8%	21,4%
Service dette ext./recettes totales				9,9%				



Sources : Ministère des Finances et du Budget

CONVERGENCE UEMOA

CRITERE DE 1er ET DE 2nd RANG	Normes	12 2001	12 2002	12 2003	12 2004	12 2005
Critères de 1er rang						
Soldes budgétaires de base / PIB nominal	≥ 0%	-2,0%	-3,5%	-1,9%	-3,1%	-3,8%
Taux d'inflation	≤ 3%	4,9%	2,3%	2,0%	-0,4%	6,4%
Encours de la dette publique totale / PIB nominal	≤ 70%	63,1%	49,2%	44,8%	43,4%	42,9%
Critères de 2nd rang						
Investissements sur ressources propres / Recettes fiscales	≥ 20%	24,6%	36,0%	33,2%	42,7%	43,4%
Masse salariale / Recettes fiscales	≤ 35%	46,1%	42,8%	41,7%	38,8%	42,0%
Solde extérieur courant / PIB nominal	≤ 5%	-13,5%	-11,7%	-12,8%	-13,4%	-14,7%
Taux de pression fiscale	≥ 17%	10,3%	10,5%	10,9%	11,8%	11,4%



Sources : Ministère des Finances et du Budget

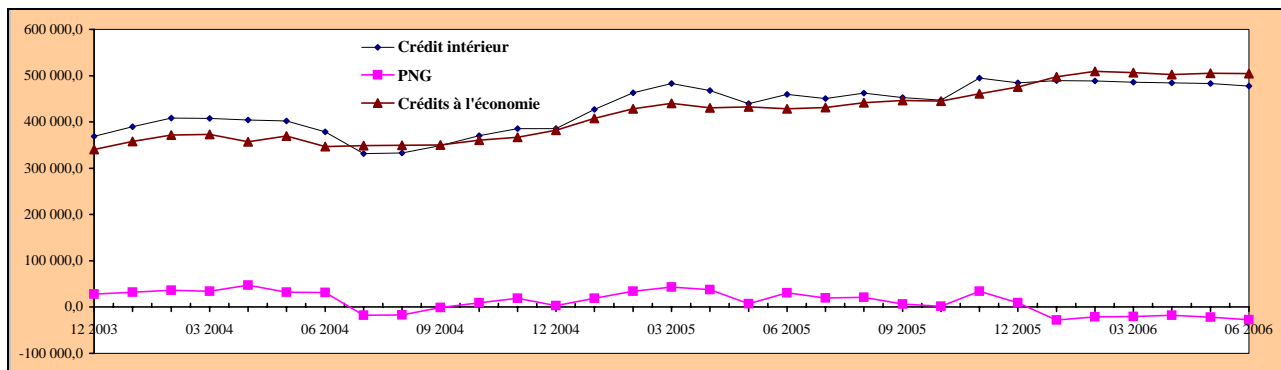
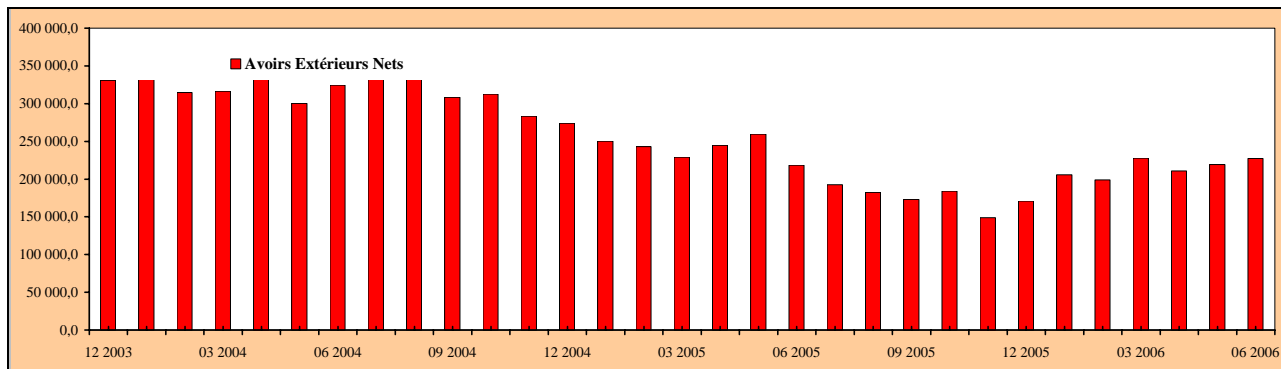
Secteur monétaire

AGREGATS MONETAIRES

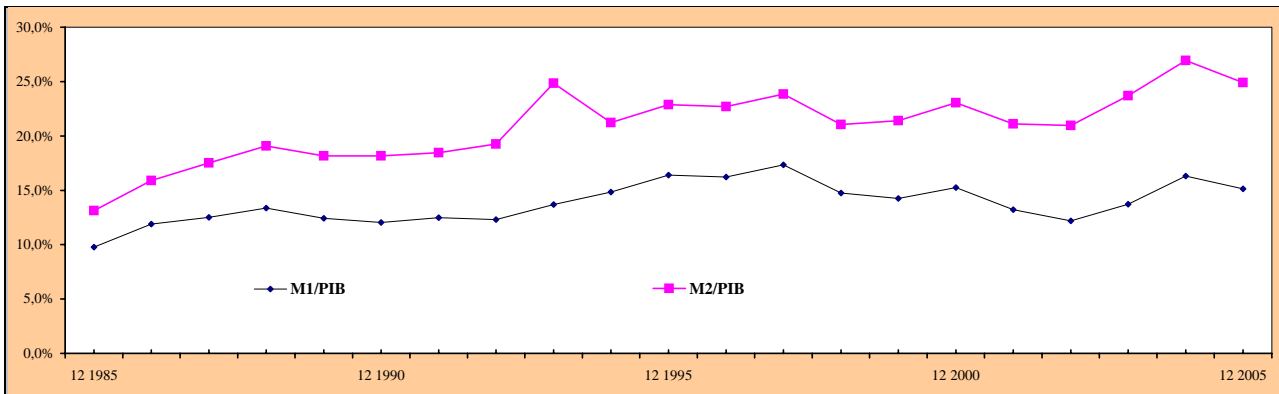
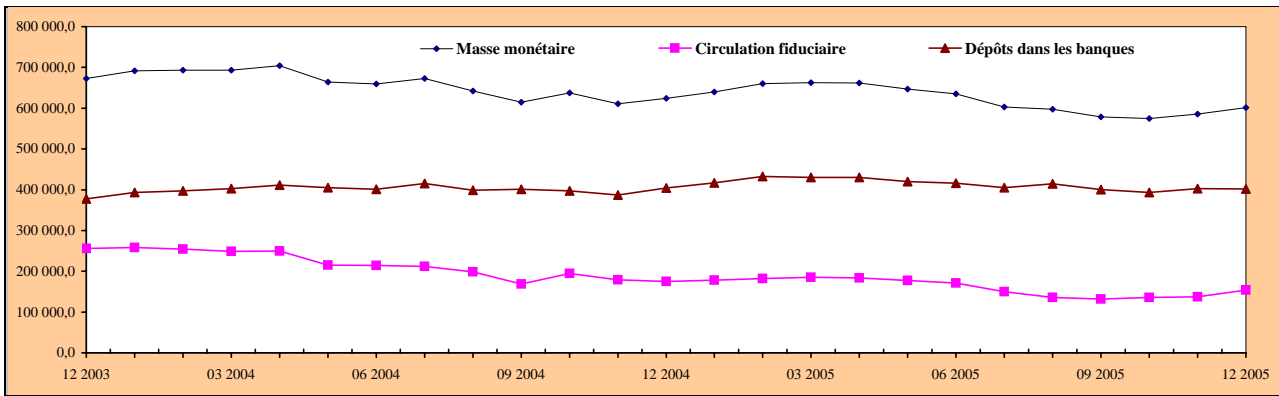
A fin juin 2006, l'évolution de la situation des institutions monétaires par rapport à fin mars 2006, a été caractérisée par une stagnation des avoirs extérieurs nets, une baisse du crédit intérieur de 1,7% et une quasi-stagnation du niveau de la masse monétaire.

AGREGATS MONETAIRES En mia de FCFA (situation fin de mois)	2. Trim. 2005	3. Trim. 2005	4. Trim. 2005	1. Trim. 2006	2. Trim. 2006	Variation trimestre			
						Niv trim T-1	% trim T-1	Niv an-1	% an-1
Avoirs Extérieurs Nets	218 462,4	173 139,7	170 789,3	227 915,1	227 194,7	-720,4	-0,3%	8 732,3	4,0%
BCEAO	206 505,4	168 224,7	165 016,3	226 979,1	227 669,7	690,6	0,3%	21 164,3	10,2%
Banques	11 957,0	49 015,0	5 773,0	936,0	-475,0	-1 411,0	-150,7%	-12 432,0	-104,0%
Crédit intérieur	459 574,3	452 520,1	484 293,8	485 760,4	477 646,3	-8 114,1	-1,7%	18 072,0	3,9%
PNG	30 854,1	6 207,5	9 030,7	-20 789,0	-27 168,3	-6 379,3	30,7%	-58 022,4	-188,1%
Crédits à l'économie	428 720,2	446 312,6	475 263,1	506 549,4	504 814,6	-1 734,8	-0,3%	76 094,4	17,7%
dont crédits à court terme	209 539,2	236 716,6	248 220,9	254 848,4	245 492,2	-9 356,2	-3,7%	35 953,0	17,2%
dont crédits de campagne	65 000,0	49 200,0	62 553,2	90 006,0	94 301,4	4 295,4	4,8%	29 301,4	45,1%
dont crédits à moyen et long terme	154 181,0	160 396,0	164 489,0	161 695,0	165 021,0	3 326,0	2,1%	10 840,0	7,0%
Masse monétaire	635 402,6	578 681,1	601 015,7	649 033,9	648 039,0	-994,9	-0,2%	12 636,4	2,0%
Circulation fiduciaire	171 540,6	132 065,3	153 809,4	162 009,5	145 788,1	-16 221,4	-10,0%	-25 752,5	-15,0%
Dépôts dans les banques	416 047,0	400 166,6	402 154,9	439 762,6	453 064,5	13 301,9	3,0%	37 017,5	8,9%
dont dépôts à vue	198 439,0	193 062,6	197 514,9	218 188,6	206 921,5	-11 267,1	-5,2%	8 482,5	4,3%
dont dépôts à terme	133 346,0	124 920,0	124 011,0	137 251,0	156 370,0	19 119,0	13,9%	23 024,0	17,3%
Autres Postes Nets	42 634,1	46 978,7	54 067,4	64 641,6	56 802,0	-7 839,6	-12,1%	14 167,9	33,2%

AGREGATS MONETAIRES	déc.01	déc.02	déc.03	déc.04	déc.05
M1/PIB	13,2%	12,2%	13,7%	16,3%	15,1%
M2/PIB	21,1%	21,0%	23,7%	26,9%	24,9%



Les avoirs extérieurs nets ont baissé en moyenne de 1,4% par an entre janvier et décembre 2005, provenant de la diminution des avoirs extérieurs nets de la Banque centrale d'environ 67 milliards FCFA (-28,8%) et de ceux des banques de dépôt d'environ 36,5 milliards FCFA (-86,3%). Sur le premier semestre 2006, on constate un accroissement des avoirs extérieurs nets au niveau de la Banque centrale, qui a bénéficié principalement des devises provenant des importantes mobilisations d'appuis budgétaires.



Sur toute l'année et spécialement sur le dernier trimestre de 2005, le crédit intérieur connaît une expansion, de 7%, dû d'une part à la dérioration de la PNG (+45,5%) et à l'augmentation des crédits à l'économie (+6,5%).

A fin juin 2006, le niveau du crédit intérieur ressort à 477,6 milliards de FCFA, en baisse de 6,7 milliards de FCFA. Cette évolution résulte d'une amélioration de la PNG qui a plus que compensé l'accroissement des crédits à l'économie.

Sources : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest

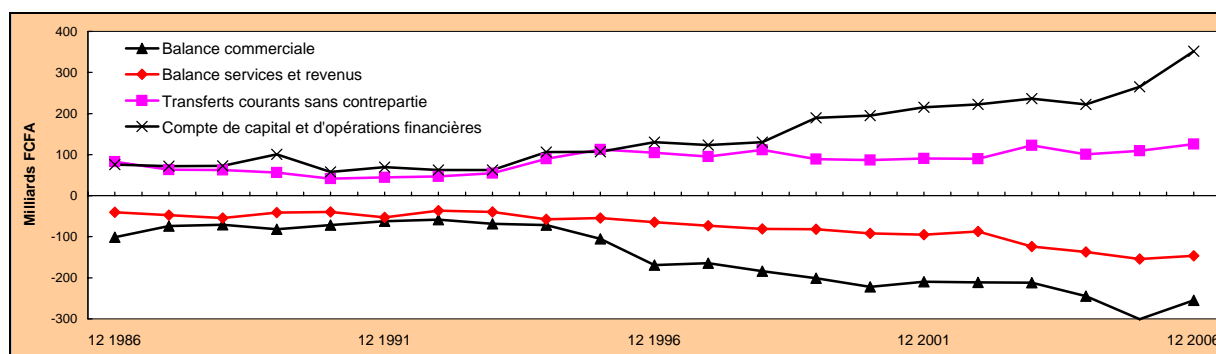
Secteur extérieur

BALANCE DES PAIEMENTS

Les échanges extérieurs du Burkina ont été marqués en 2005 par une baisse des exportations cotonnières, un accroissement des dépenses d'importation et une dégradation induite du solde global de la balance des paiements qui s'est établi à -81,3 milliards de FCFA, contre -57 milliards de FCFA en 2004.

Le secteur extérieur a continué de se ressentir en 2006 des effets de la conjoncture internationale marquée par de fortes tensions sur les prix des produits pétroliers et la persistance à la baisse des cours mondiaux du coton. Toutefois sur la base de bonnes perspectives en matière de production et d'investissements et en tenant compte de l'initiative d'annulation de la dette multilatérale (IADM), la balance des paiements du Burkina devrait dégager en 2006, exceptionnellement, un excédent de 76,7 milliards de FCFA, contre le déficit calculé de 2005, établi à 81,3 milliards de FCFA.

Balance des paiements (En mia FCFA)	déc 2002	déc 2003	déc 2004	déc 2005	déc 2006	Var. 2006	
						Var./2005	Var./2004
	Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Réal.		
Exportations de biens FOB	170,8	186,3	253,2	246,8	307,6	24,7%	10,2%
Importations de biens FOB	381,7	398,3	497,9	547,5	562,1	2,7%	6,2%
Balance commerciale	-210,9	-212,0	-244,7	-300,8	-254,5	-15,4%	2,0%
Services	-72,5	-108,9	-120,7	-132,7	-136,2	2,7%	6,2%
Revenus	-14,7	-14,9	-16,2	-21,4	-10,5	-50,9%	-19,5%
Balance des services et revenus	-87,2	-123,8	-136,9	-154,1	-146,7	-4,8%	3,5%
Transferts courants sans contrepartie	90,1	122,5	101,1	109,5	125,9	15,0%	11,6%
Balance des transactions courantes (dons inclus)	-208,1	-213,4	-280,5	-345,4	-275,3	-20,3%	-0,9%
Transferts en capital	112,6	119,6	106,5	131,0	1 001,7	664,8%	206,7%
Opérations financières	109,4	116,9	115,6	134,2	-649,7	-584,1%	
Comptes de capital et d'opérations financières	222,1	236,5	222,0	265,2	352,0	32,7%	25,9%
Erreurs et omissions	-3,1	-2,8	1,5	-1,1	0,0	-100,0%	-100,0%
Solde global	10,9	20,3	-57,0	-81,3	76,7	-194,4%	



La balance commerciale en 2005 ressort déficitaire de 300,8 milliards de FCFA, contre -244,7 milliards de FCFA, en dégradation de 22,9%, et le solde courant à -345,4 milliards de FCFA (-11,5% du PIB), contre -280,5 milliards de FCFA en 2004 (-10,3% du PIB). Le solde courant, hors dons, ressort à -433,8 milliards de FCFA en 2005, soit -14,4% du PIB contre -13,3% du PIB en 2004.

En liaison principalement avec l'accroissement du montant du fret et assurance payés à l'extérieur sur les importations, le déficit de la balance des services et revenus s'est détérioré de 12,6%, en s'établissant à -154,1 milliards de FCFA en 2005 contre -136,9 milliards de FCFA en 2004.

Les entrées nettes au titre des transferts courants sans contrepartie ont connu une hausse de 8,3%, imputable tant aux transferts publics que privés.

Au niveau du compte de capital et d'opérations financières, les entrées nettes de ressources se sont élevées à 265,2 milliards de FCFA durant l'année 2005, contre 222 milliards de FCFA en 2004, soit une hausse de 19,4%, provenant principalement de l'accroissement des transferts en capital (+24,5 milliards de FCFA) et des tirages nets sur la dette publique extérieure (+17,4 milliards de FCFA).

Dans le cadre de l'initiative PPTE, le Burkina a bénéficié en 2005, de remises de sa dette extérieure à hauteur de 39,9 milliards de FCFA, contre 25,2 milliards de FCFA, obtenus en 2004.

Sources : I.N.S.D./ D.G.D

COMMERCE EXTERIEUR

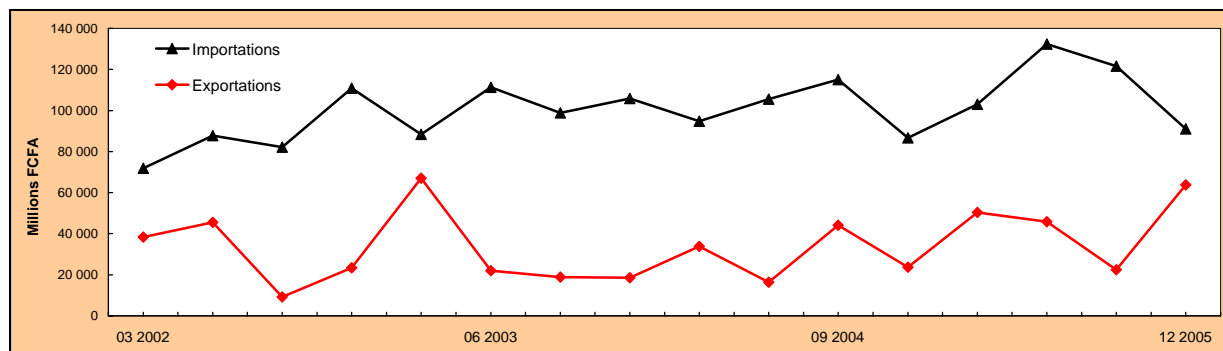
IMPORTATIONS EN VALEURS (En mio FCFA)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2004	2005	2005	2005	2005	trimestriel	annuel
Animaux vivants et produits du règne animal (Imp)	1 888,4	1 591,3	1 637,7	1 286,9	1 637,1	27,2%	-13,3%
Produits du règne végétal (Imp)	10 708,5	11 832,8	15 379,9	16 037,2	12 775,1	-20,3%	19,3%
Graisses et huiles animales ou végétales (Imp)	1 191,8	1 978,3	2 172,9	2 881,7	2 239,1	-22,3%	87,9%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools (Imp)	15 971,5	9 843,7	9 825,6	11 354,2	9 812,9	-13,6%	-38,6%
Produits minéraux (Imp)	34 594,2	31 603,1	39 658,8	35 565,9	45 345,2	27,5%	31,1%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes (Imp)	26 711,8	24 983,7	32 770,5	14 137,5	15 596,9	10,3%	-41,6%
Mat. plastiq. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc (Imp)	6 252,7	3 930,0	5 935,7	5 839,7	5 009,6	-14,2%	-19,9%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières (Imp)	35,5	93,8	42,9	80,9	89,4	10,5%	152,3%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège (Imp)	589,2	689,1	844,5	489,1	528,0	7,9%	-10,4%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques (Imp)	5 605,2	4 203,6	3 244,0	3 561,2	2 868,3	-19,5%	-48,8%
Matières textiles et ouvrages en ces matières (Imp)	4 750,9	3 391,9	2 735,4	3 896,8	3 183,5	-18,3%	-33,0%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets... (Imp)	846,0	603,6	480,0	650,9	548,0	-15,8%	-35,2%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica... (Imp)	1 202,9	1 463,7	1 254,9	4 722,9	972,3	-79,4%	-19,2%
Perles fines/de cult., pierres gemmes, mét. Préc. (Imp)	10,6	7,5	11,6	7,7	7,2	-7,0%	-32,4%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux (Imp)	10 816,7	9 713,3	13 458,2	11 766,0	10 092,6	-14,2%	-6,7%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties (Imp)	24 466,3	20 756,1	17 625,0	26 076,4	24 268,7	-6,9%	-0,8%
Matériel de transport (Imp)	15 400,2	13 083,8	14 368,4	13 334,6	15 749,2	18,1%	2,3%
Instruments et appareils d'optique, de photographie... (Imp)	2 472,4	2 138,7	1 434,7	1 875,3	2 428,6	29,5%	-1,8%
Armes, munitions et leurs parties et accessoires (Imp)	17,9	43,2	2,6	132,8	0,6	-99,6%	-96,8%
TOTAL (Imp)	166 730,6	145 102,2	164 471,0	154 678,1	153 695,6	-0,6%	-7,8%

En glissement trimestriel, le niveau des importations est resté quasiment stable au 4ème trimestre 2005, malgré la hausse enregistrée de celui des produits minéraux (27,5%) et des instruments et appareils d'optiques (29,5%). Cependant, un fléchissement des importations du 4ème trimestre 2005 est observé par rapport au 4ème trimestre 2004, passant de 166,7 milliards en 2004 à 153,7 milliards en 2005.

Sources : I.N.S.D./ D.G.D

NB : Données provisoires des bureaux informatisés et non informatisés

EXPORTATIONS EN VALEURS (En mio FCFA)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2004	2005	2005	2005	2005	trimestriel	annuel
Animaux vivants et produits du règne animal (Exp)	933,6	865,4	918,9	489,8	1 129,6	130,6%	21,0%
Produits du règne végétal (Exp)	6 649,0	6 449,6	3 210,2	1 950,0	4 488,5	130,2%	-32,5%
dont arachides (Exp)	272,7	71,4	45,0	4,9	66,5	1248,5%	-75,6%
Graisses et huiles animales ou végétales (Exp)	776,7	258,4	236,1	440,1	1 024,4	132,8%	31,9%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools (Exp)	1 540,4	3 754,6	1 192,9	1 064,9	1 105,9	3,9%	-28,2%
Produits minéraux (Exp)	15,2	34,0	87,5	38,7	51,2	32,3%	236,5%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes (Exp)	26,1	618,7	574,2	704,5	241,0	-65,8%	822,5%
Mat. plastiq. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc (Exp)	46,8	62,0	36,7	14,3	31,4	119,5%	-32,8%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières (Exp)	100,6	27,7	30,2	2,0	219,1	11058,3%	117,7%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège (Exp)	36,4	41,6	28,0	21,2	22,1	4,0%	-39,4%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques (Exp)	52,6	38,2	167,1	60,4	30,1	-50,2%	-42,8%
Matières textiles et ouvrages en ces matières (Exp)	24 300,6	30 836,0	52 689,2	22 795,6	28 479,1	24,9%	17,2%
dont coton fibre (Exp)	24 037,3	30 440,9	52 329,2	20 239,9	27 303,0	34,9%	13,6%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets (Exp)	0,0	0,5	3,1	1,0	0,0	-100,0%	
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica (Exp)	22,6	4,6	9,5	0,0	5,8		-74,2%
Perles fines/de culture, pierres gemmes, mét. précieux (Exp)	352,8	165,4	326,8	384,6	750,9	95,2%	112,9%
dont or (Exp)	351,8	165,4	326,8	378,3	750,5	98,4%	113,3%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux (Exp)	181,4	242,6	198,9	1 307,2	142,5	-89,1%	-21,5%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties (Exp)	2 472,7	371,0	625,9	142,6	509,0	256,9%	-79,4%
Matériel de transport (Exp)	1 307,0	152,5	1 175,8	298,8	160,1	-46,4%	-87,7%
Instruments et appareils d'optique, de photographie (Exp)	78,6	66,2	32,4	93,4	14,7	-84,3%	-81,3%
Marchandises et produits divers (Exp)	109,9	66,6	242,2	482,6	65,8	-86,4%	-40,1%
TOTAL (Exp)	39 169,2	44 157,3	61 930,1	30 403,6	38 491,0	26,6%	-1,7%



Au quatrième trimestre 2005, les exportations ont progressé en glissement trimestriel, de 26,6%, consécutivement à la hausse des exportations des produits primaires (animaux vivants et produit du règne végétal), et des cuirs et peaux.

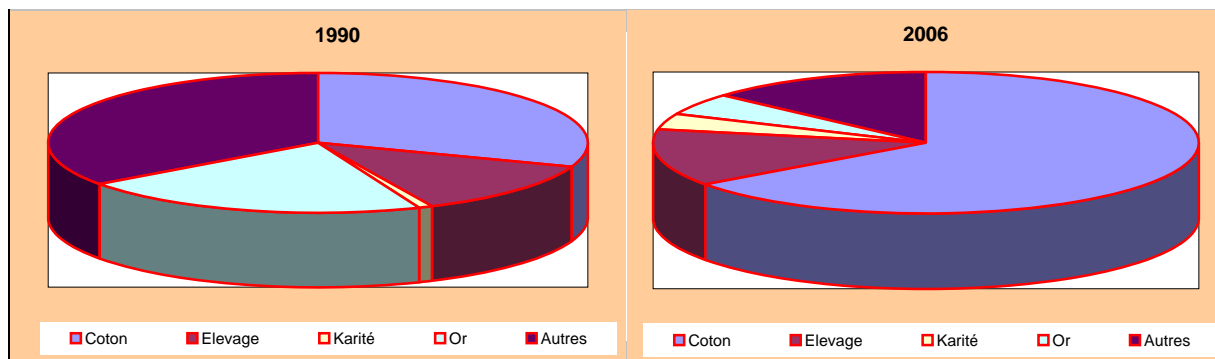
Par rapport au 4ème trimestre 2004, les exportations sont en légères baisse (passant de 39,2 milliards en 2004 à 38,5 milliards en 2005) malgré la reprise observée dans les exportations du coton (17,2%) et de l'or (112,9%).

Les exportations trimestrielles ont rarement dépassé les 60 milliards de FCFA. Elles suivent le rythme du principal produit d'exportation du Burkina Faso, à savoir le coton.

Sources : I.N.S.D./ D.G.D

NB : Données provisoires des bureaux informatisés et non informatisés

EXPORTATIONS EN VALEURS	1990	2003	2004	2005	2006
Part du coton dans total	30,7%	64,4%	64,5%	59,5%	65,0%
Part des produits de l'élevage dans total	12,5%	13,5%	12,9%	15,2%	13,0%
Part du karité dans total	0,8%	3,0%	3,8%	5,1%	3,7%
Part de l'or dans total	21,0%	2,8%	2,8%	3,8%	5,0%
Part des autres produits dans total	35,0%	16,4%	16,1%	16,4%	13,2%



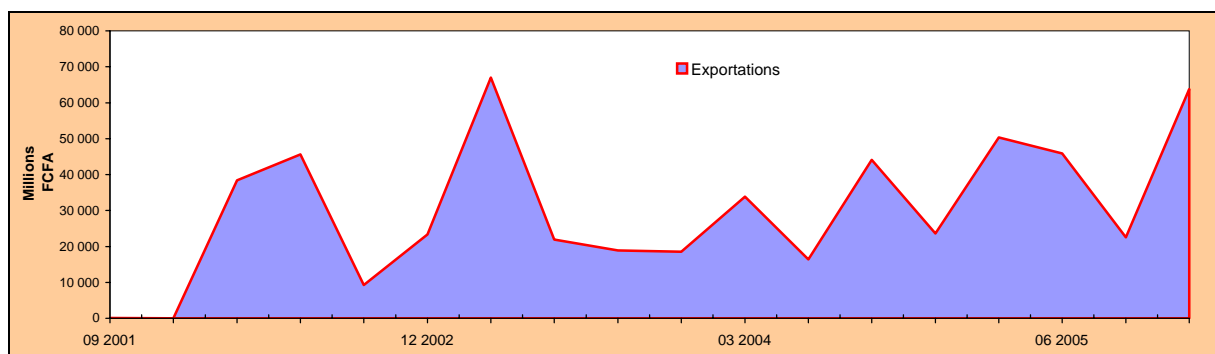
En 1990, le coton et l'or étaient les principaux produits exportés avec plus de la moitié (51,7%) des exportations. Plus d'une décennie après, les données ont fortement évolué et le coton représente à lui seul plus des deux tiers des exportations du Burkina. L'or qui représentait plus du cinquième des exportations en 1990, a connu une chute drastique à partir de 2003. Cette situation est due essentiellement à la prédominance de l'exploitation traditionnelle et informelle de l'or au Burkina suite, liée à la fermeture de la mine d'or de Poura et d'Essakam.

Sources : I.N.S.D./ D.G.D

NB : Données provisoires des bureaux informatisés et non informatisés

COURS DES MATIERES

MARCHE INTERNATIONAL	2. Trim. 2005	3. Trim. 2005	4. Trim. 2005	1. Trim. 2006	2. Trim. 2006	Glissement	
COTON : Moyenne trimestrielle						trimestriel	annuel
Taux de change du Dollar (en FCFA)	521,0	538,0	552,0	545,7	522,3	-4,3%	0,2%
Cours mondial du pétrole (en \$ / Baril)	50,8	60,0	56,6	61,0	68,3	12,0%	34,6%
Cours mondial du coton (Indice Liverpool en US \$ / Kg)	1,2	1,2	1,3	1,3	1,2	-6,1%	0,4%
Cours mondial de l'Or (en US \$ / g)	15,1	15,5	17,1	19,5	22,1	13,2%	46,8%
Cours mondial du Sésame (\$ / Kg)	0,7	0,6	0,7	0,7	0,7	4,6%	1,4%
Cours mondial du pétrole (1.000 FCFA / Baril)	26,5	32,3	31,2	33,3	35,7	7,2%	34,8%
Cours mondial du coton (1.000 FCFA / Kg)	0,6	0,6	0,7	0,7	0,6	-10,1%	0,7%
Cours mondial de l'Or (1.000 FCFA / g)	7,9	8,3	9,5	10,7	11,6	8,3%	47,1%
Cours mondial du Sésame (FCFA / Kg)	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,1%	1,7%
Pouvoir d'achat pétrolier du coton	0,024	0,020	0,022	0,021	0,018	-16,2%	-25,6%



. Taux de change du dollar :

Après une baisse constatée en mai, le dollar par rapport au FCFA a atteint 518,6 FCFA en juin.

Au second trimestre 2006, le dollar est en hausse de 0,2% par rapport à la même période une année plus tôt et en baisse de 4,3% par rapport au premier trimestre 2006.

. Prix des produits exportés :

Traditionnellement porté par la demande, le marché du coton est en ce moment influencé par l'évolution de l'offre. En fin juin la tonne cotait 1244 dollars après un pic de 1340 dollars atteint en février alimenté par les craintes sur la récolte américaine. Celle-ci risque de baisser à cause de la sécheresse qui sévit actuellement aux Etats-Unis. Par conséquent l'offre du premier exportateur sur le marché mondial va s'en trouver réduite d'autant. En glissement trimestriel le cours affiche une variation de -6,1% et en glissement annuel 0,4%.

L'or remonte et son cours a atteint un niveau jamais depuis 25 ans : en glissement trimestriel il a varié de 13,2% et en glissement annuel de 46,8%. La situation politique internationale qui n'est pas au mieux de sa forme, la croissance économique dans beaucoup de pays, la cherté de l'énergie, font que les gens ont peur et font des placement dans l'or, qui a été de tous temps la valeur refuge préférée.

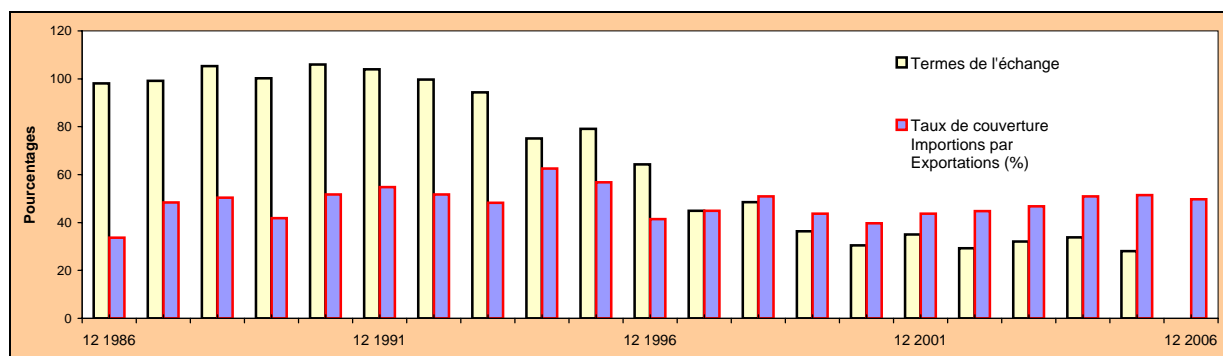
Au deuxième trimestre de 2006, le prix moyen d'une tonne de sésame est estimé à 677,5 dollars contre 651,7 dollars au trimestre précédent, soit une hausse de 4,6%. A la même période un an auparavant, le niveau des prix était de 706 dollars, correspondant à une réduction de 4%.

. Prix des produits importés :

En 2006, le prix du baril a connu un niveau jamais égalé en raison de l'augmentation de la demande mondiale notamment Chinoise, la persistance des tensions entre l'Iran et les puissances occidentales, la guerre civile en Irak et au Nigeria et l'entrée en vigueur de nouvelles réformes environnementales aux Etats-Unis, l'épuisement des réserves et l'incapacité des pays du golf à augmenter leur production. En variation trimestrielle et en glissement annuel, l'augmentation des prix est estimée respectivement à 12,0% et 34,6%.

Sources : I.N.S.D./ D.G.D**NB :** Données provisoires des bureaux informatisés et non informatisés**COUVERTURE DES IMPORTATIONS PAR LES EXPORTATIONS**

TERMES DE L'ECHANGE	12 2002	12 2003	12 2004	12 2005	12 2006 *	Var. 2006	
						Var./2005	Var./2004
Indice prix à l'importation	232,7	229	243,2	268			
Indice prix à l'exportation	68,1	73,5	82,1	75,2			
Termes de l'échange	29,2%	32,1%	33,8%	28,1%			
Taux de couverture Importations par Exportations (%)	44,7	46,8	50,9	51,4	49,7	-3,4%	-2,3%

**TERMES DE L'ECHANGE ET COUVERTURE DES IMPORTATIONS PAR LES EXPORTATIONS**

Par rapport au taux de couverture, les exportations couvrent rarement plus du tiers des importations.

Sources : I.N.S.D.

* : Données du trimestre incomplètes

Définitions et abréviations

Général

SONAGESS : *Société nationale de gestion du stock de sécurité alimentaire*
INSD : *Institut national de la statistique et de la démographie*

Elevage :

On entend de certains termes les définitions suivantes :

- taureau : bovin mâle de plus de trois ans,
- bélier : ovin mâle entier de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes,
- bouc : caprin mâle de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adulte.

Les marchés de référence sont :

- marché de production : Béna (province des Banwas, région de la Boucle du Mouhoun)
- marché d'exportation : Pouytenga (province du Kourritenga, région du Centre –Est)

Les données sur les prix des animaux sont collectées tous les jours de marché par des enquêteurs du dispositif du système d'information sur les marchés à bétail (SIM bétail) géré par le service des statistiques animales (SSA) de la DEP du Ministère des Ressources Animales.

Les effectifs du cheptel sont les résultats de deux enquêtes nationales réalisées respectivement en 1990 et en 2003 et actualisées entre deux enquêtes par des taux de croît spécifiques.

DEP : Direction des Etudes et de la Planification
ENEC : Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel
MRA : Ministère des Ressources Animales
SIM bétail : Système d'Information sur les Marchés du Bétail
SSA : Service des Statistiques Animales

Crédit des contributions au TBE

<i>NOM, Prénoms</i>	<i>Tâches</i>	<i>Structures</i>
YAGO, Namaro TRAORE, Bakary	Coordonnateurs généraux	INSD
KABORE, Barbi	Indice harmonisé des prix à la consommation	INSD
MILLOGO, Antoine	Prix des produits de l'élevage	DEP / MRA
ILBOUDO, Abdoulaye	Prix des produits agricoles	SONAGESS
OUEDRAOGO, Dansané	Indice de la production industrielle	INSD
MILLOGO, Antoine	Production de l'élevage	DEP / MRA
ILBOUDO, Abdoulaye	Production de l'agriculture	SONAGESS
KONATE, Drissa	Finances publiques	DEP/MFB
SAWADOGO, Issa		SP/PPF
PODA, Serge Gnaniodem	Situation monétaire	BCEAO
PODA, Serge Gnaniodem	Secteur extérieur (Balance des paiements)	BCEAO
OUEDRAOGO, Dansané	Secteur extérieur (Export - Import)	INSD
SANOU Aboudoulaye	Secteur extérieur (Cours des produits exportés)	DPAM / DGEP



Avec l'appui technique
du Projet de la Coopération allemande au développement
**PROJET CONSEILLER TECHNIQUE AUPRES DES MINISTERES
CHARGES DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES**



Bundesministerium für
wirtschaftliche Zusammenarbeit
und Entwicklung